



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIEME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2009

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2009, clos le 30 septembre.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2009 et 2008 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2008 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ET DES COMPTES DU TROISIEME TRIMESTRE 2009

Avec une parité moyenne de \$ 1,43 / € 1, le dollar s'est apprécié de 5 % par rapport au troisième trimestre 2008. Cette évolution a eu pour effet mécanique d'augmenter de l'ordre de 1 % les différentes composantes du chiffre d'affaires et un effet négligeable sur le résultat opérationnel, exprimés à données réelles par rapport aux données comparables.

Persistance du recul des commandes

La conjoncture est restée dégradée au troisième trimestre. Les incertitudes persistent et la visibilité reste faible pour de nombreuses entreprises clientes. Dans ces circonstances, celles-ci ont généralement poursuivi leurs actions de réduction de coûts et le gel ou le report de leurs décisions d'investissement.

Si quelques signes positifs sont apparus en septembre, ceux-ci restent trop ponctuels pour pouvoir en tirer une tendance pour les prochains trimestres.

Globalement, l'activité commerciale est restée faible, avec des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO de € 11,3 millions. Ce montant est toutefois légèrement supérieur à celui des deux premiers trimestres (€ 10,4 millions et € 10,6 millions respectivement). Par rapport au troisième trimestre 2008, les commandes diminuent globalement de 26 % – celles de nouvelles licences de logiciels reculant de 24 % et celles d'équipements de CFAO de 28 %. Si ce recul est inférieur à celui du premier semestre (– 52 %), il convient de rappeler que les commandes du troisième trimestre 2008, déjà marquées par une intensification des effets de la crise, avaient baissé de 34 % par rapport à la même période en 2007, alors que celles du premier semestre affichaient une baisse de 22 % par rapport au premier semestre 2007.

Parallèlement, les ventes de pièces détachées et de consommables enregistrent un moindre retrait (– 16 %) par rapport au troisième trimestre 2008 que celui (– 24 %) du premier semestre, en raison de l'augmentation de l'activité et des niveaux de production de certains clients. La situation reste toutefois hétérogène, selon les clients, pays ou secteurs d'activité.

Résultat opérationnel et résultat net légèrement positifs

Au total, le chiffre d'affaires s'établit à € 35,9 millions. Par rapport au troisième trimestre 2008, il diminue de 26 % à données réelles et à données comparables, un recul proche de celui enregistré au premier semestre (– 30 % à données comparables).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 12,1 millions) est en repli de 47 %. Les revenus récurrents (€ 23,8 millions) baissent de 8 %, ce retrait résultant d'une diminution de 4 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents (€ 16,0 millions) et du recul de 16 % de celui des pièces détachées et consommables (€ 7,4 millions).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ainsi que son repli par rapport à 2008 restent globalement proches des niveaux constatés au cours des deux premiers trimestres de l'année. Concernant les revenus récurrents, si le chiffre d'affaires des contrats récurrents accentue son recul par rapport à 2008 (de – 1 % au deuxième trimestre à – 4 % au troisième trimestre), du fait notamment de l'arrêt de l'activité et de la résiliation de tout ou partie de leurs contrats de la part d'un nombre encore important de clients, celui des pièces détachées et consommables montre, quant à lui, une légère amélioration.

Les frais généraux fixes s'élèvent à € 24,5 millions, en diminution de € 3,6 millions (– 13 %) à données comparables par rapport au troisième trimestre 2008. Ce recul, supérieur à celui constaté aux cours du premier trimestre (– 6 %) et du deuxième trimestre (– 12 %), confirme l'effet croissant des mesures de réduction de coûts mises en œuvre dès le début du troisième trimestre 2008 et renforcées par la suite – notamment l'impact des économies complémentaires engagées à compter d'avril 2009. Ces actions ont permis une nouvelle diminution du point mort.

Dans son rapport financier sur les comptes du premier semestre 2009, publié le 30 juillet 2009, la société anticipait au troisième trimestre une perte opérationnelle réduite par rapport à celle du deuxième trimestre (– € 2,3 millions), elle-même déjà plus faible que celle du premier trimestre (– € 3,2 millions). La nouvelle réduction des frais généraux, conjuguée au moindre recul du chiffre d'affaires de pièces détachées et consommables et à un mix des ventes de nouveaux systèmes plus favorable (avec un poids du logiciel plus important), ont permis de dégager un résultat opérationnel légèrement bénéficiaire (€ 0,1 million).

Compte tenu d'un profit de change de € 0,6 million et d'un produit d'impôt de € 0,4 million, le résultat net est positif de € 0,1 million (contre un bénéfice net de € 1,2 million au troisième trimestre 2008). La perte nette des deux premiers trimestres 2009 était respectivement de € 3,2 millions et € 1,2 million.

Le cash-flow libre est négatif de € 1,0 million. Hors effet du crédit d'impôt recherche de la période comptabilisé et non encaissé (€ 1,4 million), le cash-flow libre est positif de € 0,4 million. Il n'y a pas eu de décaissement à caractère non récurrent. Au troisième trimestre 2008, le cash-flow libre était négatif de € 5,8 millions après décaissement de € 0,4 million d'éléments à caractère non récurrent.

2. COMPTES CONSOLIDES DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2009

Avec une parité moyenne de \$ 1,36 / € 1 sur les neuf premiers mois de 2009, le dollar s'est inscrit en hausse de 11 % par rapport aux neuf premiers mois de 2008. Cette évolution a eu pour effet mécanique d'augmenter de 2 % environ les différentes composantes du chiffre d'affaires et de € 0,8 million le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Recul important des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO

Dans un environnement macroéconomique fortement dégradé et incertain, l'activité commerciale des neuf premiers mois de 2009 a été particulièrement faible.

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 32,2 millions, en recul de 45 % par rapport aux neuf premiers mois de 2008. Le retrait atteint 50 % en Europe et en Asie-Pacifique. Les Amériques enregistrent une baisse globale de 23 %. Dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), l'activité diminue de 31 %.

Le marché de l'automobile connaît la baisse la plus importante (près de - 70 %). Les commandes reculent de 37 % sur le marché de la mode, de 31 % dans l'ameublement et de 46 % dans les autres industries – celles-ci avaient enregistré une activité particulièrement forte au cours des neuf premiers mois de 2008. Ces marchés représentent respectivement 14 %, 64 %, 9 % et 13 % des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO de la période.

Baisse significative du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 110,6 millions, en recul de 27 % à données réelles et de 29 % à données comparables par rapport aux neuf premiers mois de 2008.

La baisse est de 27 % en Europe, 20 % dans les Amériques et 39 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont, respectivement, représenté 58 % (dont 11 % pour la France), 20 % et 16 % du chiffre d'affaires global. La baisse dans les pays du reste du monde (6 % du chiffre d'affaires du groupe) est de 32 %. Les différences par rapport aux évolutions des commandes indiquées ci-dessus proviennent essentiellement de la part plus significative des revenus récurrents dans les pays développés par rapport à celle constatée dans les pays émergents.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 12,3 millions) diminue de 46 %. Il contribue à hauteur de 11 % au chiffre d'affaires global (15 % en 2008).

Les équipements de CFAO (€ 20,5 millions) affichent un recul de 56 % et représentent 19 % du chiffre d'affaires global (30 % en 2008).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 5,5 millions) recule de 13 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 38,8 millions) baisse de 49 %. Il représente 35 % du chiffre d'affaires global (49 % en 2008).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 71,9 millions) diminuent de € 6,8 millions (- 9 %). Compte tenu de la faiblesse des ventes de nouveaux systèmes, ils représentent 65 % du chiffre d'affaires global des neuf premiers mois de 2009 (51 % en 2008).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 68 % des revenus récurrents et à 44 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 48,9 millions. Il affiche un recul de 1 % par rapport aux neuf premiers mois de 2008. Ce retrait – qui a pu être limité, malgré la faiblesse des ventes de nouveaux systèmes et le taux d'annulation élevé entraîné par la baisse ou l'arrêt de l'activité et les actions de réduction des coûts de certains clients – résulte d'une progression de 1 % au premier trimestre suivi d'un repli de 1 % au deuxième trimestre et de 4 % au troisième trimestre par rapport aux trimestres correspondants de 2008.

Concernant près des deux tiers des 23 000 clients de Lectra, ces contrats se décomposent ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 22,6 millions), en hausse de 2 %, représentent 20 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 26,4 millions), en recul de 4 %, représentent 24 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 21,7 millions) diminue de 22 %. Après des années de croissance continue et soutenue, cette composante du chiffre d'affaires a enregistré son premier recul (- 19 %) au quatrième trimestre 2008.

Compte tenu de l'ampleur sans précédent de la baisse du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, les revenus récurrents, malgré leur baisse inhabituelle, continuent de démontrer qu'ils constituent, dans le modèle économique de l'entreprise, un facteur essentiel de stabilité et un amortisseur en période de conjoncture économique difficile.

Carnet de commandes

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois ayant été inférieur au montant des commandes enregistrées au cours de la période, le carnet de commandes des nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO au 30 septembre 2009 (€ 9,6 millions) augmente de € 1,5 million par rapport au 30 juin 2009 (€ 8,1 millions) et de € 0,5 million par rapport au 31 décembre 2008 (€ 9,1 millions). Il comprend € 6,3 millions livrables au quatrième trimestre 2009 et € 3,3 millions en 2010.

Progression de la marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 71,3 %.

A données comparables, il s'élève à 70,8 % et progresse de 5,1 points par rapport aux neuf premiers mois de 2008 (65,7 %).

Cette évolution favorable confirme la bonne tenue des prix de vente, malgré la pression concurrentielle accrue en période de crise économique. Pour chaque ligne de produit, les marges sont généralement stables ou en légère progression.

La progression du taux de marge brute global provient également de la part plus importante du chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels dans celui des nouveaux systèmes et de celle des revenus récurrents dans le chiffre d'affaires global : leur taux de marge brute est plus élevé que celui des autres natures de chiffre d'affaires.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Diminution importante des frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 84,3 millions, en diminution de € 11,5 millions (– 12 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2008. Ils se décomposent ainsi :

- € 80,8 millions de frais fixes et de provisions, en diminution de € 9,1 millions (– 10 %) grâce aux mesures d'économies rigoureuses prises dès le troisième trimestre 2008 et renforcées en avril 2009 ;
- € 3,6 millions de frais variables (– 41 %).

Malgré la crise économique, la société a continué d'investir de manière soutenue en recherche et développement. Les dépenses de R&D sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 11,8 millions et représentent 10,7 % du chiffre d'affaires (€ 14,0 millions et 9,3 % au cours des neuf premiers mois de 2008). Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche et des subventions, s'établissent à € 6,5 millions (€ 8,0 millions en 2008).

Résultat opérationnel et résultat net déficitaires

Le résultat opérationnel est négatif de € 5,4 millions. A données comparables, il est négatif de € 6,2 millions, en diminution de € 11,3 millions par rapport au bénéfice opérationnel de € 5,1 millions des neuf premiers mois de 2008.

La marge opérationnelle est négative de 4,9 %. A données comparables, elle est négative de 5,8 % (elle était positive de 3,4 % en 2008).

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 2,6 millions. Le résultat de change est positif de € 1,1 million grâce aux couvertures mises en place en février 2009 sur le dollar américain et le yen japonais.

Compte tenu d'un produit d'impôt de € 2,7 millions, la perte nette s'établit à € 4,2 millions (contre un bénéfice net de € 2,8 millions pour les neuf premiers mois de 2008).

Le résultat net par action sur capital de base et sur capital dilué représente une perte de € 0,15 contre un bénéfice de € 0,10 pour les neuf premiers mois de 2008.

Cash-flow libre fortement positif

Avant éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est positif de € 7,4 millions (– € 5,9 millions pour les neuf premiers mois de 2008). Il bénéficie de l'encaissement anticipé au cours du premier trimestre de € 14,1 millions au titre des crédits d'impôt recherche des années 2005 à 2008 qui figuraient au bilan au 31 décembre 2008, résultant des mesures prises par le gouvernement français dans le cadre du plan de relance de l'économie annoncé le 4 décembre 2008. En revanche, € 4,1 millions, correspondant au crédit d'impôt recherche des neuf premiers mois de 2009, ont été comptabilisés et non encaissés.

Après décaissement de € 0,1 million d'éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est positif de € 7,3 millions (– € 7,5 millions en 2008, après décaissement de € 1,6 million d'éléments à caractère non récurrent).

Hors effet des crédits d'impôt recherche (dont l'effet net contribue à diminuer de € 10,0 millions le besoin en fonds de roulement), le cash-flow libre est négatif de € 2,7 millions, alors que la perte avant

impôts s'élève à € 7,0 millions (la comparaison par rapport au résultat avant impôts est la plus pertinente, le produit d'impôts de la période ne donnant lieu à aucun encaissement). Il s'agit d'une performance satisfaisante compte tenu du contexte. Il résulte d'une capacité d'auto financement d'exploitation négative de € 1,8 million, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 0,9 million, hors effet des crédits d'impôt recherche (les stocks, en particulier, ont continué de baisser et s'élèvent à € 22,3 millions au 30 septembre 2009, contre € 28,6 millions le 31 décembre 2008, avec en contrepartie une réduction du poste fournisseurs) et d'investissements de € 1,8 million.

Structure financière

Au 30 septembre 2009, les capitaux propres s'élèvent à € 24,4 millions (€ 28,6 millions au 31 décembre 2008).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le cadre du seul contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 1,5 million (€ 1,5 million au 31 décembre 2008).

La trésorerie disponible s'établit à € 9,1 millions (€ 10,2 millions au 31 décembre 2008).

Les dettes financières sont de € 58,6 millions (€ 66,5 millions au 31 décembre 2008) :

- € 48,0 millions correspondent au prêt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007,
- € 8,6 millions correspondent à l'utilisation de lignes de crédit de trésorerie (€ 16,9 millions au 31 décembre 2008),
- € 2 millions correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

Les dettes financières nettes s'établissent en conséquence à € 49,5 millions (€ 56,4 millions au 31 décembre 2008).

La société s'est engagée vis-à-vis des établissements prêteurs au titre du prêt à moyen terme de € 48 millions (*cf. chapitre 10.1 des notes annexes au présent rapport*) à respecter, au 31 décembre de chaque année, certains ratios financiers (*covenants*). Elle anticipe, à la date du présent rapport, que ces ratios pourraient ne pas être respectés au 31 décembre 2009. Elle a donc récemment sollicité ses banques prêteuses afin d'engager le plus vite possible des discussions en vue de conclure un accord aux termes duquel ces dernières renonceraient à se prévaloir du non-respect de ces *covenants*.

Du fait de la trésorerie disponible et des montants non utilisés des lignes de crédit de trésorerie confirmées, la société dispose à la date du présent rapport de € 21,1 millions pour assurer sa liquidité, sur la base des comptes au 30 septembre 2009 (*cf. chapitre 10.2 des notes annexes au présent rapport*).

Evolution de la procédure arbitrale en cours

La procédure arbitrale que Lectra a initiée à l'encontre d'Induyco en juin 2005 devant la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale siégeant à Londres (CCI), relative à l'acquisition en 2004 de la société Investronica Sistemas, est toujours en cours (*cf. chapitre 8 des notes annexes au présent rapport*).

Le 23 octobre 2009, le Président du tribunal arbitral a informé les parties que la sentence, après avoir été revue et approuvée par la Cour internationale d'arbitrage de la CCI, conformément aux procédures de cette dernière, a été signée par les arbitres et transmise au Secrétariat de la CCI. Il a précisé par la suite que le jugement devrait être notifié aux parties par le Secrétariat de la CCI fin octobre. Le tribunal avait précédemment précisé que sa sentence porterait à la fois sur le fond des réclamations et sur les frais de procédure.

La totalité des frais d'avocats et autres coûts relatifs à cette procédure ayant été payés, l'impact sur la trésorerie serait proche du montant de l'indemnité qui serait perçue par Lectra.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 30 septembre 2009, le capital social est de € 27 640 648,58 divisé en 28 495 514 actions d'une valeur nominale de € 0,97, inchangé par rapport au 31 décembre 2008.

Le 24 septembre 2009, la société Insinger de Beaufort Asset Management NV (Pays-Bas), agissant pour le compte des fonds qu'elle gère, a déclaré avoir franchi en baisse les seuils de 10 % du capital et des droits de vote de la société et détenir à cette date 9,96 % du capital et 9,79 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le début de l'année.

A la date du présent rapport, le capital est, à la connaissance de la société, réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 39 % du capital et des droits de vote ;
- la société Financière de l'Echiquier (France) pour le compte des OPCVM gérés par elle et de ses clients, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- la société Insinger de Beaufort Asset Management NV (Pays-Bas), pour le compte de fonds gérés par elle, détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote ;
- la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 5 % du capital (et moins de 10 %) et moins de 5 % des droits de vote.

Enfin, la société détient 1,5 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2009, le cours de Bourse de l'action Lectra était de € 2,43, en baisse de 25 % par rapport au 31 décembre 2008 (€ 3,25). Depuis le début de l'année, le cours a affiché un plus haut de € 3,25 le 2 janvier et un plus bas de € 1,80 le 27 mars. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid&Small190 ont, respectivement, progressé de 18 % et de 42 %.

Cette baisse du cours de l'action s'est réalisée dans des volumes étroits : selon les statistiques d'Euronext, 2,1 millions d'actions (- 9 %) et € 4,7 millions des capitaux ont été échangés (- 48 %) par rapport à la même période en 2008.

L'action Lectra fait notamment partie des indices SBF 250, CAC Small90 et CAC Mid&Small190.

4. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2009 seront publiés le 11 février 2010, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans le rapport financier du Conseil d'Administration du 12 février sur les comptes du quatrième trimestre 2008, et dans son rapport annuel 2008, la société avait précisé que 2009 serait une année difficile pour Lectra, comme pour les entreprises du monde entier, et qu'elle ne formulait pas de perspectives chiffrées pour l'exercice, compte tenu d'une absence totale de visibilité.

Lors de la publication de ses comptes des premier et deuxième trimestres 2009, le 29 avril et le 30 juillet, la société avait indiqué que les conditions macroéconomiques demeureraient inchangées et que le contexte continuait d'exiger la plus grande vigilance. Elle anticipait la poursuite probable, durant les prochains trimestres, d'une conjoncture fortement dégradée et de la faiblesse des commandes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO, sans qu'il soit possible d'en estimer le niveau.

L'activité commerciale et les résultats du troisième trimestre confirment ces anticipations.

Le 30 juillet, la société avait signalé que la perte opérationnelle constatée aux premier et deuxième trimestres devrait être réduite au troisième trimestre et que le résultat opérationnel du quatrième trimestre devrait être proche de l'équilibre. Elle anticipait, pour la totalité de l'exercice, un recul des commandes de nouveaux systèmes compris entre 35 % et 40 % (soit un recul de 55 % à 60 % par rapport à 2007) et des revenus récurrents en repli de 8 % à 10 %.

A la date du présent rapport, la société confirme ces anticipations pour l'exercice en ce qui concerne le recul des commandes de nouveaux systèmes et des revenus récurrents. Toutefois, une réduction des coûts supérieure aux anticipations, des marges brutes en progression et un meilleur mix de ventes se sont traduits par une nouvelle diminution du point mort et ont permis d'afficher, au troisième trimestre, un résultat opérationnel et un résultat net légèrement positifs. Le résultat opérationnel et le résultat net du quatrième trimestre devraient être proches de l'équilibre ou légèrement bénéficiaires.

La société a couvert, début février, 70 % de son exposition estimée au dollar américain pour 2009, par des ventes à terme mensuelles de dollars à un cours moyen de \$ 1,30 / € 1.

Enfin, bénéficiant de l'encaissement anticipé au premier trimestre des crédits d'impôt recherche et d'une diminution importante des stocks, le cash-flow libre de l'exercice 2009 devrait rester fortement positif.

Le Conseil d'Administration

Le 28 octobre 2009

Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Fait à Paris, le 28 octobre 2009

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

Etat de la situation financière

ACTIF (en milliers d'euros)	30 septembre 2009	31 décembre 2008 retraité ⁽¹⁾	30 septembre 2008 retraité ⁽¹⁾
Ecart d'acquisition	36 270	36 563	36 566
Autres immobilisations incorporelles	5 973	5 887	5 908
Immobilisations corporelles	13 101	14 420	14 857
Actifs financiers non courants	1 401	1 656	1 758
Impôts différés	15 416	12 097	11 224
Total actif non courant	72 161	70 623	70 313
Stocks	22 268	28 614	29 791
Clients et comptes rattachés	29 212	39 997	37 769
Créances d'impôt courant sur les sociétés	5 382	15 207	14 141
Autres actifs courants	10 664	8 698	11 357
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 064	10 175	9 558
Total actif courant	76 590	102 691	102 616
Total actif	148 751	173 314	172 929
PASSIF (en milliers d'euros)	30 septembre 2009	31 décembre 2008 retraité ⁽¹⁾	30 septembre 2008 retraité ⁽¹⁾
Capital social	27 641	27 641	27 641
Primes d'émission et de fusion	1 033	1 033	1 033
Actions détenues en propre	(1 541)	(1 498)	(1 377)
Ecart de conversion	(8 420)	(8 043)	(8 284)
Réserves et résultats consolidés	5 673	9 471	10 144
Capitaux propres	24 385	28 604	29 157
Engagements de retraite	3 777	3 746	3 685
Emprunts et dettes financières à long terme	45 936	49 433	49 546
Total passif non courant	49 713	53 179	53 231
Fournisseurs et autres passifs	31 343	39 490	39 283
Produits constatés d'avance	28 345	32 310	29 919
Dettes d'impôt exigible	332	654	740
Emprunts et dettes financières à court terme	12 635	17 096	18 844
Provisions	1 998	1 981	1 756
Total passif courant	74 653	91 531	90 542
Total passif et capitaux propres	148 751	173 314	172 929

(1) Conformément à IAS 8, les impacts de l'application d'IFRS 8 ont été retraités dans l'état de la situation financière au 30 septembre 2008 et 31 décembre 2008. (cf. chapitre 2 des notes annexes)

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2009 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2009 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2008 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2008 (neuf mois)
Chiffre d'affaires	35 857	110 634	48 131	150 899
Coût des ventes	(10 017)	(31 721)	(16 438)	(51 745)
Marge brute	25 840	78 913	31 693	99 154
Frais de recherche et de développement	(1 838)	(6 544)	(2 168)	(8 009)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(23 934)	(77 786)	(27 358)	(86 055)
Résultat opérationnel	68	(5 417)	2 167	5 090
Produits financiers	(36)	104	141	244
Charges financières	(816)	(2 731)	(1 074)	(3 030)
Résultat de change	554	1 077	66	(321)
Résultat avant impôts	(230)	(6 967)	1 300	1 983
Impôt sur le résultat	356	2 734	(62)	807
Résultat net	126	(4 233)	1 238	2 790

(en euros)

Résultat par action

Résultat :

- de base	0,00	(0,15)	0,04	0,10
- dilué	0,00	(0,15)	0,04	0,10

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	28 067 148	28 084 422	28 199 804	28 266 334
- résultat dilué	28 067 148	28 084 422	28 199 804	28 266 334

Etat du résultat global

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2009 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2009 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2008 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2008 (neuf mois)
Résultat net	126	(4 233)	1 238	2 790
Ecart de conversion	12	(377)	428	435
Part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couvertures de change	(448)	762	0	0
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	47	(346)	(758)	118
Effet d'impôt sur les éléments du résultat global	133	(139)	253	(39)
Résultat global total	(129)	(4 332)	1 161	3 304

Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2009 (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2008 (neuf mois)
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat net	(4 233)	2 790
Amortissements et provisions d'exploitation	5 834	5 435
Eléments non monétaires du résultat	172	14
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs	(12)	(15)
Variation de l'impôt différé	(3 529)	(1 786)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	(1 768)	6 438
Variation des stocks et en-cours	5 277	(1 762)
Variation des créances clients et comptes rattachés	5 532	9 535
Variation des autres actifs et passifs courants	64	(18 641)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	10 873	(10 868)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	9 105	(4 430)
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 194)	(1 175)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(784)	(1 922)
Cession d'actifs immobilisés corporels et incorporels	151	7
Acquisitions d'immobilisations financières	(296)	(1 123)
Cession d'immobilisations financières	301	1 140
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 822)	(3 073)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	0	86
Achats par la société de ses actions propres	(243)	(1 031)
Ventes par la société de ses propres actions	85	144
Accroissement des dettes long terme et court terme	400	800
Remboursement des dettes long terme et court terme	(74)	(74)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	168	(75)
Variation de la trésorerie	7 451	(7 578)
Trésorerie à l'ouverture	(6 725)	(1 715)
Variation de la trésorerie	7 451	(7 578)
Incidence des variations de cours des devises	(262)	128
Trésorerie à la clôture	464	(9 165)
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	7 423	(5 949)
Eléments non récurrents du cash-flow libre	(140)	(1 554)
Cash-flow libre	7 283	(7 503)
Impôts payés, nets ⁽¹⁾	703	289
Intérêts payés	2 394	2 675

(1) Ce montant ne comprend pas les remboursements du crédit d'impôt recherche.

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2008	28 476 899	1,50	42 715	976	(581)	(8 719)	(8 092)	26 299
<i>Résultat net</i>							2 790	2 790
<i>Autres éléments du résultat global</i>						435	79	514
Resultat global						435	2 869	3 304
Valorisation des options de souscription d'actions							324	324
Exercice d'options de souscription d'actions	18 615		28	57				86
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(796)			(796)
Profits (pertes) réalisés sur ses propres actions							(61)	(61)
Réduction du capital social		(0,53)	(15 103)				15 103	0
<i>Autres variations</i>							2	2
Au 30 septembre 2008	28 495 514	0,97	27 641	1 033	(1 377)	(8 284)	10 144	29 157
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2009	28 495 514	0,97	27 641	1 033	(1 498)	(8 043)	9 471	28 604
<i>Résultat net</i>							(4 233)	(4 233)
<i>Autres éléments du résultat global</i>						(377)	277	(100)
Resultat global						(377)	(3 955)	(4 332)
Valorisation des options de souscription d'actions							233	233
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(44)			(44)
Profits (pertes) réalisés sur ses propres actions							(76)	(76)
Au 30 septembre 2009	28 495 514	0,97	27 641	1 033	(1 541)	(8 420)	5 673	24 385

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIEME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2009

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur Euronext Paris (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux tels que la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries (l'aéronautique, l'industrie nautique, les éoliennes, les équipements de protection des personnes...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits jusqu'à la distribution (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement de l'image et des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception des PC et périphériques et de certains produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France) où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 450 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2008, réalisé en direct 92 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, les États-Unis et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France) et ses quatre *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis), Istanbul (Turquie), Shanghai (Chine) et Mexico (Mexique). Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 870 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 210 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 155 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société,
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile,

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés sont conformes au référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, disponibles sur www.lectra.com.

Les comptes au 30 septembre 2009 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2008, à l'exception des points présentés ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les normes suivantes, adoptées par l'Union Européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 :

- IAS 1 révisée – Présentation des états financiers ;
- IFRS 8 – Secteurs opérationnels.

L'application de la norme révisée IAS 1 conduit le Groupe à modifier la présentation des états de synthèse avec l'introduction d'un état du résultat global qui regroupe tous les éléments de produits et de charges, que ces derniers soient ou non comptabilisés en résultat. Le Groupe a retenu la présentation de son résultat global en deux états : le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global.

La norme IFRS 8 (Secteurs opérationnels) a été appliquée pour la première fois par le Groupe au 1^{er} janvier 2009 en remplacement de la norme IAS 14. L'application de cette norme qui a conduit à des modifications significatives de l'information par secteur opérationnel, notamment sur le choix des secteurs présentés, est détaillée en note 6 ci-après.

La première application de la norme IFRS 8 a également eu pour conséquence une modification de l'affectation des écarts d'acquisition aux différentes unités génératrices de trésorerie qui composent le Groupe. Les écarts d'acquisition existant au 1^{er} janvier 2008 résultant des différentes acquisitions réalisées entre 1998 et 2005 ont fait l'objet d'une affectation aux secteurs opérationnels retenus en application d'IFRS 8.

L'application rétrospective d'IFRS 8 se traduit par une réévaluation des écarts d'acquisition au 30 septembre 2008 et au 31 décembre 2008 pour respectivement € 0,191 million et € 0,486 million correspondant à des écarts de change générés par la nouvelle affectation des écarts d'acquisition aux différents secteurs opérationnels. La contrepartie de cette réévaluation vient augmenter les réserves d'écarts de conversion dans les capitaux propres pour les mêmes montants. Conformément à IAS 8, les états financiers ont été retraités de ces impacts au 30 septembre 2008 et 31 décembre 2008.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2009 traduits à cours de change 2008, comparés aux données réelles 2008.

Il n'y a pas eu de changement dans le périmètre de consolidation du Groupe en 2009 ni en 2008.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en matière de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Aucune modification significative n'est intervenue depuis le 31 décembre 2008 dans les estimations que la Direction du Groupe a retenues.

Dans le cadre de l'introduction de la norme IFRS 8 avec effet au 1^{er} janvier 2008, le groupe a modifié l'affectation des écarts d'acquisition aux différentes unités génératrices de trésorerie qui le composent. Des tests d'indice de perte de valeur des écarts d'acquisition ont été réalisés au 30 juin 2009 en tenant compte de cette nouvelle affectation et des perspectives d'activité à cette date. Les estimations des valeurs d'utilité des écarts d'acquisition ainsi réalisées n'ont pas conduit à une révision de ces valeurs dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et de développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites-pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de recherche et de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Il convient de préciser que le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de recherche et de développement.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêt ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de recherche et de développement.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts et dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières par le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2009, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 26 sociétés consolidées par intégration globale.

Cinq filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2009, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 1 million, la valeur totale de leur état de situation financière à € 1,6 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATIONS A DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2009		2008	Variation 2009/2008	
	Réel	A cours de change 2008	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	35 857	35 488	48 131	-26%	-26%
Coût des ventes	(10 017)	(9 953)	(16 438)	-39%	-39%
Marge brute	25 840	25 535	31 693	-18%	-19%
(en % du chiffre d'affaires)	72,1%	72,0%	65,8%	+6,3 points	+6,2 points
Frais de recherche et de développement	(1 838)	(1 838)	(2 168)	-15%	-15%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(23 934)	(23 652)	(27 358)	-13%	-14%
Résultat opérationnel	68	45	2 167	n/s	n/s
(en % du chiffre d'affaires)	0,2%	0,1%	4,5%	-4,3 points	-4,4 points
Résultat avant impôts	(230)	(253)	1 300	n/s	n/s
Impôt sur le résultat	356	n/a	(62)	n/s	n/a
Résultat	126	n/a	1 238	n/s	n/a

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2009		2008	Variation 2009/2008	
	Réel	A cours de change 2008	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	110 634	107 827	150 899	-27%	-29%
Coût des ventes	(31 721)	(31 458)	(51 745)	-39%	-39%
Marge brute	78 913	76 369	99 154	-20%	-23%
(en % du chiffre d'affaires)	71,3%	70,8%	65,7%	+5,6 points	+5,1 points
Frais de recherche et de développement	(6 544)	(6 544)	(8 009)	-18%	-18%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(77 786)	(76 056)	(86 055)	-10%	-12%
Résultat opérationnel	(5 417)	(6 231)	5 090	n/s	n/s
(en % du chiffre d'affaires)	-4,9%	-5,8%	3,4%	-8,3 points	-9,2 points
Résultat avant impôts	(6 967)	(7 781)	1 983	n/s	n/s
Impôt sur le résultat	2 734	n/a	807	n/s	n/a
Résultat	(4 233)	n/a	2 790	n/s	n/a

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

5.1 Analyse du chiffre d'affaires du troisième trimestre 2009

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2009			2008		Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	21 350	60%	21 496	27 828	58%	-23%	-23%
- France	4 241	12%	4 241	5 352	11%	-21%	-21%
Amériques	6 934	19%	6 755	8 829	18%	-21%	-23%
Asie - Pacifique	5 847	16%	5 509	8 510	18%	-31%	-35%
Autres pays	1 726	5%	1 728	2 964	6%	-42%	-42%
Total	35 857	100%	35 488	48 131	100%	-26%	-26%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2009			2008		Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	11 062	31%	11 003	14 082	29%	-21%	-22%
- nouvelles licences	3 720	10%	3 706	6 704	14%	-45%	-45%
- contrats d'évolution logiciels	7 342	20%	7 297	7 378	15%	0%	-1%
Équipements de CFAO	6 297	18%	6 208	13 654	28%	-54%	-55%
Maintenance hardware et services en ligne	9 056	25%	8 956	9 506	20%	-5%	-6%
Pièces détachées et consommables	7 383	21%	7 265	8 689	18%	-15%	-16%
Formation, conseil	1 867	5%	1 867	2 020	4%	-8%	-8%
Divers	192	1%	189	180	0%	+6%	+5%
Total	35 857	100%	35 488	48 131	100%	-26%	-26%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2009			2008		Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	12 076	34%	11 970	22 558	47%	-46%	-47%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	23 781	66%	23 518	25 573	53%	-7%	-8%
- contrats récurrents	15 983	45%	15 849	16 453	34%	-3%	-4%
- autres revenus récurrents sur la base installée	7 798	22%	7 669	9 120	19%	-14%	-16%
Total	35 857	100%	35 488	48 131	100%	-26%	-26%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

5.2 Analyse du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2009

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2009			2008		Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	63 726	58%	64 298	88 472	59%	-28%	-27%
- France	11 852	11%	11 852	14 977	10%	-21%	-21%
Amériques	22 310	20%	20 826	26 157	17%	-15%	-20%
Asie - Pacifique	18 144	16%	16 194	26 714	18%	-32%	-39%
Autres pays	6 454	6%	6 509	9 556	6%	-32%	-32%
Total	110 634	100%	107 827	150 899	100%	-27%	-29%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2009			2008		Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	34 810	31%	34 112	43 876	29%	-21%	-22%
- nouvelles licences	12 256	11%	11 946	22 178	15%	-45%	-46%
- contrats d'évolution logiciels	22 554	20%	22 166	21 698	14%	+4%	+2%
Équipements de CFAO	20 518	19%	19 677	44 724	30%	-54%	-56%
Maintenance hardware et services en ligne	27 577	25%	26 931	28 240	19%	-2%	-5%
Pièces détachées et consommables	21 748	20%	21 210	27 153	18%	-20%	-22%
Formation, conseil	5 506	5%	5 431	6 210	4%	-11%	-13%
Divers	475	0%	466	696	0%	-32%	-33%
Total	110 634	100%	107 827	150 899	100%	-27%	-29%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2009			2008		Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	38 755	35%	37 520	73 808	49%	-47%	-49%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	71 879	65%	70 307	77 091	51%	-7%	-9%
- contrats récurrents	48 927	44%	47 926	48 437	32%	+1%	-1%
- autres revenus récurrents sur la base installée	22 952	21%	22 381	28 654	19%	-20%	-22%
Total	110 634	100%	107 827	150 899	100%	-27%	-29%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2009			2008			Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	25 222	65%	24 547	44 234	60%	-43%	-45%	
Automobile	4 842	12%	4 452	14 427	20%	-66%	-69%	
Ameublement	3 841	10%	3 940	5 822	8%	-34%	-32%	
Autres industries	4 850	13%	4 581	9 325	13%	-48%	-51%	
Total	38 755	100%	37 520	73 808	100%	-47%	-49%	

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein de la société. Les secteurs opérationnels présentés ci-dessous sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « Principal décideur opérationnel » de la société.

Les secteurs opérationnels correspondent tout d'abord aux régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du Reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions géographiques exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de recherche et développement et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel du secteur et exclut les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteur. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produit, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le siège, une partie de la marge brute globale (consolidée) est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts, pour l'essentiel fixes. Le chiffre d'affaires du Siège n'étant composé que des facturations aux régions et ses frais généraux étant pour l'essentiel fixes, son résultat opérationnel va donc essentiellement dépendre du volume d'activité réalisé par ces dernières. Le total des actifs présenté pour chaque secteur opérationnel correspond au montant total des actifs dudit secteur dont sont déduits les produits constatés d'avance. En effet, le mode de facturation et d'encaissement des contrats récurrents peut conduire à une augmentation du montant des créances clients avec contrepartie dans les produits constatés d'avance. Ce calcul permet de donner une vision plus juste des actifs présentés pour chaque secteur.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats opérationnels des secteurs est identique au résultat opérationnel consolidé tel que figurant dans les états financiers et aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

30 septembre 2008 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	88 474	26 156	26 714	9 555	0	150 899
Résultat opérationnel	8 660	(2 397)	(1 505)	942	(610)	5 090
Actifs sectoriels	71 755	20 830	12 226	6 446	61 672	172 929
- dont goodwill	28 899	6 062	1 237	368	0	36 566
Actifs sectoriels nets ⁽¹⁾	53 415	14 387	8 597	4 939	61 672	143 010

30 septembre 2009 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	63 726	22 310	18 144	6 454	0	110 634
Résultat opérationnel	3 359	(1 252)	(2 332)	648	(5 840)	(5 417)
Actifs sectoriels	66 550	16 886	10 183	4 256	50 876	148 751
- dont goodwill	28 700	5 922	1 280	368	0	36 270
Actifs sectoriels nets ⁽¹⁾	48 728	11 190	6 836	2 776	50 876	120 406

(1) Les actifs sectoriels nets sont présentés après déduction des produits constatés d'avance.

La détérioration de la perte opérationnelle du Siège est consécutive au fort recul du chiffre d'affaires réalisé par les régions au cours de la période.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Dettes	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	7,4	0,0	7,4
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(0,1)	0,0	(0,1)
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽¹⁾	(0,2)	0,0	(0,2)
Variation de l'endettement	0,3	(0,3)	0,0
Effet de la variation des devises – divers	(0,2)	0,0	(0,2)
Variation de la période	7,2	(0,3)	6,9
Situation au 31 décembre 2008 (état de la situation financière)	10,2	(66,5)	(56,4)
Tirage de lignes de crédit de trésorerie	(16,9)	16,9	0,0
Situation au 31 décembre 2008 (tableau des flux)	(6,7)	(49,6)	(56,4)
Situation au 30 septembre 2009 (état de la situation financière)	9,1	(58,6)	(49,5)
Tirage de lignes de crédit de trésorerie	(8,6)	8,6	0,0
Situation au 30 septembre 2009 (tableau des flux)	0,5	(50,0)	(49,5)

(1) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Société Générale), dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2008 et du 30 avril 2009.

Le cash-flow libre au 30 septembre 2009 comprend l'encaissement de € 14,1 millions au titre des crédits d'impôt recherche des années 2005 à 2008 qui n'avaient pas été préalablement imputés sur l'impôt sur les sociétés et figuraient dans l'état de situation financière au 31 décembre 2008. Cet encaissement anticipé résulte des mesures prises par le gouvernement français dans le cadre du plan de relance de l'économie annoncé le 4 décembre 2008. Par ailleurs, le crédit d'impôt recherche comptabilisé et non encaissé au cours des neuf premiers mois de 2009 s'élève à € 4,1 millions. Hors effet des crédits d'impôt recherche, le cash-flow libre au 30 septembre 2009 est négatif de € 2,7 millions.

Le besoin en fonds de roulement diminue de € 10,9 millions. L'essentiel de ce montant s'explique par les éléments suivants :

- € 5,3 millions correspondant à la réduction des stocks et en-cours ;
- € 5,5 millions correspondant à la diminution des créances clients ;
- € 0,1 million correspondant à la variation des autres actifs et passifs courants, dont principalement :
 - € 14,1 millions d'encaissement des crédits d'impôts recherche 2005-2008 ;
 - -€ 4,1 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2009 comptabilisé et non encaissé ;
 - -€ 8,1 millions correspondent à la diminution des postes fournisseurs ;
 - -€ 1,8 million correspondent à la variation des autres actifs et passifs courants.

8. LITIGE EN COURS

La procédure arbitrale que Lectra a initiée à l'encontre d'Induyco en juin 2005 devant la Chambre de Commerce Internationale siégeant à Londres (CCI) est toujours en cours. Cette procédure est relative à l'acquisition en 2004 de la société Investronica Sistemas dont la situation a, entre autres, contraint Lectra à constater au titre de 2005 une dépréciation de l'écart d'acquisition de € 11,9 millions. Les parties sont convenues dans le contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004 que le jugement du tribunal arbitral serait définitif.

Les dernières audiences devant le tribunal arbitral ont eu lieu en novembre 2007.

Le 13 juillet 2009, le Président du tribunal arbitral a informé les parties que le tribunal avait décidé la clôture de la procédure au 14 juillet 2009, achevé ses délibérations et qu'il prévoyait de soumettre fin juillet à la Cour internationale d'arbitrage de la CCI son projet de sentence. Le tribunal avait précédemment précisé que sa sentence porterait à la fois sur le fond des réclamations et sur les frais de procédure.

Selon les procédures de la CCI, la Cour internationale d'arbitrage doit ensuite revoir et approuver le projet de sentence avant sa notification aux parties. Le Président du tribunal arbitral a par ailleurs indiqué que la revue et l'approbation du projet de sentence par la Cour internationale d'arbitrage de la CCI implique certains délais.

Le 23 octobre 2009, le Président du tribunal arbitral a informé les parties que la sentence, après avoir été revue et approuvée par la Cour internationale d'arbitrage de la CCI, conformément aux procédures de cette dernière, a été signée par les arbitres et transmise au Secrétariat de la CCI. Il a précisé par la suite que le jugement devrait être notifié aux parties par le Secrétariat de la CCI fin octobre.

Compte tenu des réclamations de Lectra en cours, Induyco lui a fourni en 2006 des garanties bancaires à première demande d'un montant total de € 17,2 millions. Le montant total de cette garantie ne préjuge pas du montant qui pourrait être alloué à Lectra à l'issue de l'arbitrage.

Le montant total des honoraires et frais d'avocats et d'experts, des coûts de procédure arbitrale et autres frais engagés par Lectra au cours des neuf premiers mois de 2009 est non significatif. Le montant de € 5,6 millions déjà comptabilisé dans les actifs courants de l'état de la situation financière au 31 décembre 2008, est porté à € 5,7 millions au 30 septembre 2009. Le montant total des honoraires, frais et coûts engagés depuis le début de la procédure s'élève à € 9,9 millions (dont € 4,2 millions avaient été reconnus en charges d'exploitation dans les comptes de 2005 et 2006). Lectra n'envisage pas de coûts additionnels importants jusqu'à ce que la sentence arbitrale soit rendue.

Le montant total des actifs courants comptabilisés dans l'état de la situation financière sera déduit du montant qui pourrait être alloué à Lectra à l'issue de l'arbitrage. La totalité des frais d'avocats et autres coûts relatifs à cette procédure ayant été payés, l'impact sur la trésorerie serait proche du montant de l'indemnité qui serait perçue par Lectra.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris), la société a, au cours des neuf premiers mois de 2009, acheté 104 553 actions et vendu 35 829 actions aux cours moyens respectifs de € 2,32 et € 2,38. La société n'a procédé à aucun autre achat ou vente, en dehors du contrat de liquidité, dans le cadre du programme de rachat de ses propres actions autorisé par les Assemblées Générales Ordinaires du 30 avril 2008 et du 30 avril 2009.

En conséquence, au 30 septembre 2009, elle détenait 427 183 (soit 1,5 %) de ses propres actions à un prix de revient moyen de € 3,61, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. ENDETTEMENT BANCAIRE ET LIQUIDITÉ

10.1 Crédit bancaire à moyen terme de €48 millions

L'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 a été financée par endettement bancaire à moyen terme de € 48 millions auprès de Société Générale et Natixis.

Ce prêt est remboursable en huit échéances semestrielles à compter du 30 juin 2010 – les deux premières de € 3,8 millions, les quatre suivantes de € 5,3 millions et les deux dernières de € 9,6 millions (les 30 juin et 31 décembre 2013). Une accélération des remboursements est prévue en fonction de l'augmentation de la trésorerie disponible, à caractère exceptionnel sur la première période de trois ans, ou liée aux opérations au-delà de cette période.

Par ailleurs, la société s'est engagée, pendant toute la durée du prêt, à respecter (*covenants*) le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second ratio entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*).

Les ratios à respecter au 31 décembre de chaque année jusqu'au terme du prêt sont les suivants :

	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
Leverage	< 2,3	< 1,9	< 1,7	< 1,7
Gearing	< 1,4	< 1,2	< 1	< 1

Compte tenu des effets négatifs du contexte macro-économique particulièrement dégradé depuis le 1^{er} janvier 2009, la société anticipe que les ratios de *leverage* et de *gearing* prévisionnels au 31 décembre 2009 pourraient ne pas être respectés. Elle a donc récemment sollicité ses banques prêteuses afin d'engager le plus vite possible des discussions en vue de conclure un accord aux termes duquel ces dernières renonceraient à se prévaloir du non-respect de ces *covenants*.

Parallèlement, le contrat de prêt prévoit que les banques peuvent demander le remboursement immédiat du solde du prêt (clause de « changement de contrôle ») dans le cas où un ou plusieurs actionnaires de la société agissant de concert – à l'exception d'André Harari et/ou de Daniel Harari – viendraient à détenir plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote.

Enfin, la société s'est engagée à proposer chaque année à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice précédant de limiter la distribution de dividendes à 50 % du résultat net consolidé de l'exercice (si moins de 50 % du résultat net consolidé de l'exercice d'une année a été distribué la différence par rapport à 50 % pourra être distribuée au titre d'années ultérieures).

L'emprunt est soumis à intérêts au taux de l'Euribor à trois mois majoré d'une marge portée à 1,85 % l'an à compter du 1^{er} janvier 2009, contre 1 % précédemment (cette marge pouvant être abaissée jusqu'à 0,95 % en fonction du ratio de *leverage* affiché par la société), conformément à l'avenant au contrat de prêt signé le 19 décembre 2008 modifiant les deux ratios au 31 décembre 2008 de telle sorte qu'ils puissent être effectivement respectés par la société.

La société a couvert en 2007 son exposition au risque de taux en convertissant ce taux variable en taux fixe, à travers deux contrats de swap de taux (*cf. chapitre 11 ci-dessous*). Le taux effectif global prévisionnel pour 2009 est de 6,18 % (avec une marge de 1,85 %).

10.2 Liquidité

Le tableau ci-dessous résume la trésorerie disponible, les lignes de crédit de trésorerie confirmées et l'endettement du groupe au 30 septembre 2009 :

(en milliers d'euros)	Limites	Utilisations	Montants disponibles
<hr/>			
Lignes de trésorerie confirmées			
- jusqu'au 31 octobre 2009	1 600	1 000	600
- jusqu'au 31 juillet 2010	15 000	7 600	7 400
	<hr/>		
Total	16 600	8 600	8 000
Emprunt bancaire	48 000	48 000	0
Avances remboursables ne portant pas intérêt	1 971	1 971	0
	<hr/>		
Total dettes financières	66 571	58 571	8 000
Trésorerie disponible			9 064
	<hr/>		
Total	66 571	58 571	17 064

Par ailleurs, la société a pu finaliser les discussions relatives au renouvellement des lignes de crédit de trésorerie venues à échéance en 2009, avant le 31 octobre. Outre les lignes de € 15 millions à échéance du 31 juillet 2010, elle bénéficie donc, à la date du présent rapport, de lignes de trésorerie confirmées complémentaires d'un montant global de € 5,6 millions à échéance 30 avril 2011 – dont celle de € 1,6 million préalablement à échéance du 31 octobre 2009 (cf. tableau ci-dessus). Sur la base de sa trésorerie disponible et des tirages de lignes au 30 septembre 2009, elle dispose donc au total de € 21,1 millions pour assurer sa liquidité.

Enfin, le Gouvernement français vient d'annoncer qu'il envisageait de reconduire en 2010 la mesure de son plan de relance de l'économie concernant le remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche, et de l'appliquer au crédit d'impôt recherche comptabilisé par les sociétés au titre de 2009. Cette mesure permettrait à Lectra d'encaisser environ € 5,5 millions dès le premier trimestre 2010.

10.3 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 septembre 2009, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire portant intérêt	3 840	44 160	0	48 000
Avance remboursable ne portant pas intérêt ⁽¹⁾	195	1 776	0	1 971
Lignes de crédit de trésorerie	8 600	0	0	8 600
Total	12 635	45 936	0	58 571

(1) L'avance remboursable de l'Etat correspond à des aides au financement des programmes de recherche et de développement.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué au chapitre 10 ci-dessus, la société a couvert son exposition au risque de taux du prêt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable du prêt en taux fixe, à travers deux contrats de *swaps* de taux pour un montant de € 42 millions. La couverture du risque de taux a été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant du prêt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Ces *swaps* répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 30 septembre 2009 est négative de € 2,6 millions, en raison de la baisse du taux de l'Euribor à trois mois par rapport à la date de mise en place de ces *swaps*. Ils sont considérés comme efficaces (leur valeur couvrant près de 90 % du montant du risque) et l'intégralité de ce montant est donc comptabilisée dans les capitaux propres.

La juste valeur de ces instruments financiers dérivés est fournie par les banques contreparties.

12. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2008.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité € / \$

La parité moyenne retenue pour le budget 2009 est de \$ 1,40 / € 1 (contre \$ 1,47 / € 1 en 2008).

La société a couvert début février 70 % de son exposition estimée au dollar américain pour 2009 par des ventes à terme mensuelles de dollars à un cours moyen de \$ 1,30 / € 1. Elle a également couvert à cette même date 70 % de son exposition au yen japonais à un cours moyen de ¥ 115 / € 1. Compte tenu de la faiblesse de l'activité de ventes de nouveaux systèmes, le montant des couvertures mises en place en début d'année représente aujourd'hui près de 100% de l'exposition réelle de l'année sur ces deux devises.

Après s'être apprécié au cours des premiers mois de l'année face à l'euro, le dollar s'est affaibli progressivement depuis le mois de mai. A la date du présent rapport, la parité entre l'euro et le dollar américain est de \$ 1,48 / € 1.

Grâce aux couvertures mises en place, l'impact négatif de la baisse du dollar (et du yen) sur le résultat opérationnel des neuf premiers mois de 2009 a été compensé par un impact positif de même ampleur sur le résultat de change. Ce sera à nouveau le cas au quatrième trimestre 2009.

La nouvelle faiblesse du dollar, si elle devait perdurer en 2010, aurait une double conséquence négative pour Lectra : une baisse de sa compétitivité (son principal concurrent est américain) et un impact mécanique sur son activité et ses résultats.

Ainsi, sur la base de l'activité 2009, une baisse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 / € 1 se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires annuel d'environ € 1,6 million et du résultat opérationnel d'environ € 0,8 million. A l'inverse, une hausse du dollar de \$ 0,05 / € 1 se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les montants des ventes à terme destinées à couvrir les flux en dollars américains et en yen japonais pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2009 s'élèvent respectivement à \$ 6,4 millions et à ¥ 140 millions. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur calculée par référence aux cours de change à terme constatés à la date d'arrêté des comptes. Elle est positive de € 0,8 million au 30 septembre 2009 en raison de la baisse de ces deux devises contre l'euro entre la date de leur mise en place (cours moyen de couverture) et le 30 septembre 2009. Ces couvertures sont considérées comme efficaces et l'intégralité de ce montant est donc comptabilisée dans les capitaux propres.

Par ailleurs, au 30 septembre 2009, les instruments financiers de couverture des risques de change sur les positions de l'état de situation financière sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 7,4 millions.

13. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action sur capital de base est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions détenues en propre par la société.

Le résultat net par action sur capital dilué est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital de base augmenté des options qui auraient pu être exercées compte tenu de la moyenne des cours de Bourse de l'action au cours de la période. Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Toutes les options ayant un prix d'exercice inférieur au cours de bourse, le nombre d'actions utilisé pour calculer le résultat par action dilué est identique à celui du calcul du résultat de base. Le résultat net par action sur résultat dilué est donc identique à celui sur résultat de base.